

nouvelle série N° 7

Rédaction:
1, rue de Provence
75009 PARIS
tel: 523 22 08

C.P.P.A.P: 1142 D 73 .

UNEF INFORM

BULLETIN BI-MENSUEL D'INFORMATIONS SYNDICALES - 1, RUE DE PROVENCE - 75009 PARIS.

1

éditorial

LE COLLECTIF NATIONAL DE L'UNEF A DÉCIDÉ D'ORGANISER UN GRAND COLLOQUE LES 26 ET 27 MARS 1977 À PARIS SUR LE THÈME :

L'UNIVERSITÉ, LES ÉTUDIANTS PROPOSENT .

CE COLLOQUE SERA L'OCCASION POUR LE MOUVEMENT ÉTUDIANT DE S'EXPRIMER POUR RÉPONDRE PUBLIQUEMENT AUX CAMPAGNES DE DÉNIGREMENT ET DE CULPABILISATION MENÉES PAR LE GOUVERNEMENT ENVERS LES ÉTUDIANTS ET LES UNIVERSITÉS, DE FAIRE UNE SYNTHÈSE DES REVENDICATIONS ET DES PROPOSITIONS ÉTUDIANTES POUR AMÉLIORER ET TRANSFORMER L'UNIVERSITÉ, DE RASSEMBLER LES DIFFÉRENTS SECTEURS UNIVERSITAIRES EN LUTTE.

CE COLLOQUE CONSACRERA LA CAPACITÉ POUR LE MOUVEMENT ÉTUDIANT, GRÂCE À L'UNEF, DE "PASSER LE CAP DU REFUS" ET DE S'AFFIRMER COMME FORCE DE PROPOSITION FACE AU GOUVERNEMENT.

CE COLLOQUE SERA UN LIEU DE DÉBAT ET DE CONFRONTATION AUTOUR DE 4 GRANDS THÈMES (CF FORUMS,) DE DÉBATS SUR DES QUESTIONS PLUS SPÉCIFIQUES COMME LA VIE ET LA PLACE DES ÉTUDIANTS, LES DROITS DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS... DE MÊME DES COMMISSIONS POUR CHAQUE SECTEUR DE L'UNIVERSITÉ (DROIT, MÉDECIN, LA ES, SEME

spécial colloque

« l'université ...

les étudiants

proposent ... »

forums 26 - 27 mars

● CE NUMÉRO "SPÉCIAL COLLOQUE" EST CONSACRÉ À UNE PRÉSENTATION RAPIDE DES QUATRE FORUMS, DU DÉROULEMENT GÉNÉRAL DU COLLOQUE ET À UN DOSSIER SPÉCIAL PRÉCIS SUR LA SÉGRÉGATION SOCIALE À L'UNIVERSITÉ.

CE NUMÉRO SPÉCIAL D'UNEF INFORM SERA SUIVI D'UN AUTRE AVEC VOS CONTRIBUTIONS AU DÉBAT ET DE NOUVEAUX DOSSIERS.

ALORS VENEZ NOMBREUX À CE COLLOQUE APPORTER VOS QUESTIONS, VOS IDÉES, VOTRE EXPÉRIENCE.

ÉCRIVEZ À UNEF INFORM, PARLEZ EN AUTOUR DE VOUS ET RENDEZ-VOUS À PARIS LES 26 ET 27 MARS !!!



Suite et fin de l'article ci contre :

CE TEXTE COMME TOUTS CEUX QUI COMPOSENT CE NUMÉRO D'UNEF INFORM, NE PRÉTEND AUCUNEMENT À L'EXHAUSTIVITÉ IL CONSTITUE UNE BASE DE DISCUSSION, ET LE DÉBAT DOIT SE POURSUIVRE, PARCE QUE LES ÉTUDIANTS ATTENDENT DE NOUS DES PROPOSITIONS ET QUE SEULE L'UNEF EST À MEME DE FAIRE

forum 1

conditions de vie

des étudiants

1°) SÉGRÉGATION SOCIALE, DÉGRADATION DES CONDITIONS DE VIE, MUTILATION DES ASPIRATIONS, CONSTITUENT LA RÉALITÉ DE LA VIE ÉTUDIANTE AUJOURD'HUI.

1°) LA SÉGRÉGATION SOCIALE

Pour pouvoir clairement avancer nos propositions sur les conditions de vie, il faut faire un bilan de la situation : voilà le sens de cette première partie :

Un dossier sur ce thème est exposé dans ce numéro d'UNEF INFORM, dans les dernières pages.

2°) DÉGRADATION DES CONDITIONS DE VIE, MUTILATION DES ASPIRATIONS : UNE VIE CORSETÉE.

Les étudiants seraient-ils des privilégiés ? Ce mythe, répandu par le pouvoir (et les groupes gauchistes) dans le but de culpabiliser les étudiants et de les opposer au reste de la population, a été largement battu en brèche notamment dans la perception qu'a eue des luttes du printemps 76, la population. Certes la possibilité de poursuivre des études supérieures constitue un avantage par rapport à la situation d'un jeune travailleur. Mais outre qu'il s'agit là non pas d'un privilège mais d'un droit à défendre pour la jeunesse, la vie de l'étudiant n'est pas, loin s'en faut, le paradis que certains se

L'ENSEIGNEMENT INADAPTE à ce que l'étudiant est en droit d'attendre constitue un facteur non négligeable de mutilation des aspirations. Les conditions d'études, le contenu des connaissances, le contenu des études, le passage brutal d'une pédagogie à 40 (au lycée) où chaque élève est pris en compte individuellement à une "pédagogie" à 300 en amphithéâtre sont autant de facteurs de désorientation.

L'étudiant est livré à lui-même, la pédagogie est réduite à sa plus simple expression. Dans le même temps, le travail personnel est rarement pris en compte sinon demandé, la réflexion critique n'est pas de mise. Tout cela est aggravé par la pénurie dans laquelle se débat l'université.

LES DIFFICULTES MATERIELLES sont autant d'obstacles dans les études. Les bourses sont squelettiques et ridiculement peu nombreuses, l'aide directe s'apparente de plus en plus à une aumône.

Les tarifs des CROUS ne cessent de croître, plus vite que la hausse générale des prix qui pèse durement sur les étudiants et leurs familles, alors que leurs services ne cessent de se dégrader.

La plupart des étudiants disposent d'un budget inférieur aux 100 f minimaux selon le CNO, et encore grâce à des sacrifices importants de leurs familles ou d'un travail salarié qui pèse lourd dans la poursuite des études.

Rien que pour pouvoir continuer leurs études, les étudiants se débattent dans les difficultés matérielles les plus grandes. Et encore faut-il souvent rogner sur tout ce qui n'est pas indispensable, fournitures et papier, livres, culture, loisirs, sports et vacances, voire même santé.

LA MISERE CULTURELLE DE L'UNIVERSITE, n'est pas un vain mot. Six CROUS sur 26 disposent hors cité de crédits culturels, le CROUS de Paris qui dispose pour 250 000 étudiants de 5 centres culturels veut fermer le plus dynamique d'entre eux à la maison de l'étudiant ! Quand s'érige pour 96 milliards le Centre Beaubourg, et alors que l'université devrait être sur la ville un centre permanent d'animation pour les étudiants et toute la population, l'isolement des campus et des cités, la cherté des activités culturelles interdit à bien des étudiants de

de trouver en ville ce qui fait défaut à l'université.

Il en va de même pour toutes les formes de loisirs.

LES SPORTS sont le parent pauvre de l'université. Les infrastructures manquent, l'A S S U est cassée par le gouvernement. Le jeudi après-midi n'est laissé libre que pour les compétitions universitaires dans aucune université. Cela alors que dans de nombreux pays le sport est intimement lié à la vie universitaire, que les étudiants constituent une part importante de l'élite sportive.

LES VACANCES nécessaires sont la plupart du temps et pour la plupart consacrées à gagner de quoi vivre pendant l'année. Le tourisme universitaire se relève à peine avec V T U, sans aucune aide, de sa tentative de liquidation.

LA VIE DU COUPLE est étroitement limitée. Les conditions d'existence la rendent difficile. Les logements pour couples, les crèches, les centres d'orthogénie et de planning familial manquent. De ce fait, les étudiantes connaissent des difficultés supplémentaires à poursuivre leurs études.

Ainsi, difficultés de tous ordres, isolement qui le confirme dans un véritable ghetto universitaire, constituent la réalité de la vie des étudiants aujourd'hui.

Réalité qui affirme le divorce entre cette vie et les aspirations des étudiants, divorce rendu plus criant encore par les possibilités offertes par le progrès des sciences et des techniques.

II°) CE QUE VEULENT LES ÉTUDIANTS

Les aspirations des étudiants sont nombreuses, et ils ont bien raison, tant leurs conditions de vie, nous l'avons vu sont médiocres.

Bien loin de constituer une nébuleuse de rêves éthérés, elles prennent profondément leurs racines dans la réalité d'aujourd'hui, (ainsi que l'ont montré les luttes contre la réforme du 2° cycle, les élections universitaires et

elles sont contradictoires avec la situation qui leur est faite.

(Nota bene les questions relatives au contenu de l'enseignement seront abordées dans un autre forum)

DES MOYENS POUR ETUDIER :

Les étudiants doivent bénéficier d'un réel système d'aide sociale. Dans l'immédiat, le nombre et le taux des bourses doit être considérablement augmenté. Mais il faut faire plus : instaurer l'allocation d'études. Calculée sur la base des besoins de l'étudiant, attribuée sur critères sociaux universitaires, elle doit permettre en supprimant le salariat étudiant, en réduisant les inégalités sociales, en assurant l'indépendance des étudiants, à chaque étudiant de vivre décemment.

Il s'agit là d'une démarche de toujours de l'UNEF d'après la Libération (cf la Charte de Grenoble définissant l'étudiant comme jeune travailleur intellectuel) fondée sur la constatation que l'étudiant, utile au pays, doit recevoir de l'Etat les moyens d'étudier. Délivrée à tous ceux qui en ont besoin, une telle allocation d'étude est antinomique à la notion d'assistance, elle participe du droit aux études.

FAIRE DES CROUS UN GRAND SERVICE PUBLIC SOCIAL ET CULTUREL AU SERVICE DES ETUDIANTS.

Les oeuvres universitaires sont la cause essentielle de la relative démocratisation de l'université : c'est dire leur importance. L'UNEF dans la plateforme des élections aux CROUS a fait tout une série de propositions que je ne rappellerai pas ici mais qu'il convient d'avoir à l'esprit. Ces propositions, elles tendent à ouvrir très largement le cadre de vie de l'étudiant, d'élargir largement les possibilités qui lui sont offertes.

La restauration, le logement doivent être assurés à tous et par tout. Les loisirs, les activités culturelles doivent connaître un développement très important, s'inté-

grant à la vie universitaire et donnant la possibilité à chaque étudiant d'avoir une activité créatrice dans tous les domaines, individuelle ou collective. Dans le même temps, l'université doit devenir un centre d'animation culturelle de la ville.

La vie du couple doit être rendue possible par la création des équipements nécessaires.

Les étudiantes doivent pouvoir disposer dans toutes les villes universitaires, de centres de planning familial et d'orthogénie.

Les étudiants étrangers, bénéficiaires des mêmes avantages que les étudiants français doivent avoir les moyens de compenser un éventuel handicap en français, disposer de voyages à tarifs réduits pour se rendre dans leur pays etc ...

Les centres sanitaires et sociaux doivent être en mesure de faire face aux besoins.

Une telle conception des Oeuvres, qui passe par la démocratisation de leur gestion et l'extension des droits des étudiants est à l'opposé de ce qui se fait aujourd'hui en permettant au maximum l'épanouissement des étudiants.

Le sport, même s'il ne rentre pas dans ce cadre, doit être développé largement, permettant aux étudiants de découvrir les régions de France, diverses activités (voile, ski, montagne...) divers pays étrangers, de développer les contacts avec les étudiants des pays étrangers.

ROMPRE L'ISOLEMENT : Isolement individuel : les étudiants doivent disposer d'une multiplicité de lieux de rencontre et d'échange. Mais avant tout isolement des étudiants dans leur ensemble forcés à rester dans ce qu'il faut appeler le ghetto universitaire. C'est ainsi que l'université doit largement s'ouvrir à la vie ; ouverture qui doit se faire dans les deux sens : Les étudiants vers la population, la population vers les étudiants et l'université.

Les campus, les cités doivent être mieux intégrées à la ville... Mais c'est surtout au niveau des activités que l'oeuvre devra se faire : enseignement (université ouverte sur la vie : facs ouvertes aux travailleurs) mais aussi qui doit rentrer dans le cadre de l'animation, loisirs, sports etc

1° LA SITUATION DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS .

- TÉMOIGNAGES
- L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS (ATTEINTES AUX LIBERTÉS, DISSOLUTIONS D'ORGANISATIONS, CARTES DE SÉJOUR , ETC ...)
- LE PROBLÈME DE LA RÉINSCRIPTION.
- LE PROBLÈME DES DISCRIMINATIONS DANS LA RECHERCHE D'UN EMPLOI OU D'UN LOGEMENT.

2° ELABORATION DES PRINCIPALES REVENDICATIONS.

- LE RÔLE DES ÉLUS DE L'UNEF AUX CROUS ET DANS LES CONSEILS D'UNIVERSITÉ.
- POUR UN RÉEL ACCUEIL DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS EN FRANCE ET UNE RÉELLE COOPÉRATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS.
- LE PROBLÈME DE L'ÉGALITÉ DES DROITS.

3° LES DROITS ACQUIS DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

- EMPLOI, LOGEMENT, ŒUVRES ETC ...

4° CRÉATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMITÉS DE DÉFENSE DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS EN FRANCE.

- (STRUCTURES, RÔLE D'INTERVENTION , ETC ...)

propositions de

thèmes pour le

débat :

problèmes et
droits des
étudiants étrangers

en france

quelle formation à l'université

L'université devrait avoir un rôle très important pour la formation scientifique, culturelle et professionnelle dans notre pays. Elle devrait pouvoir dispenser un enseignement de masse et en même temps de qualité, elle devrait être un lieu irremplaçable de recherche scientifique, de débat, de création culturelle, d'épanouissement critique. Or, le gouvernement et le patronat font tout pour qu'elle ne puisse jouer ce rôle.

● AUJOURD'HUI UNE FORMATION QUI SE DÉGRADE.

a) Comment les étudiants le vivent-ils ?

① Le gouvernement refuse les moyens d'une formation de masse et de qualité :

pour les étudiants eux mêmes : sont ils disponibles psychologiquement et matériellement quand ils ont 500 f par mois pour vivre ou quand ils sont pris par leur travail salarié ?

pour les universités : la régression budgétaire empêche toute innovation et même tout enseignement de qualité.

② Cette baisse de la qualité de l'enseignement :

diminue l'intérêt pour les études poursuivies et limite la capacité à acquérir des connaissances nouvelles,

donne envie aux étudiants de terminer les études au plus vite,

renforce la sélection sociale et rend l'enseignement complètement inadapté, par exemple pour les fils d'ouvriers.

③ Cette baisse de qualité a pour conséquence une sclérose de l'enseignement au niveau de son contenu,

le contenu de l'enseignement ne suit pas l'évolution des découvertes scientifiques, techniques et culturelles, aucune formation critique n'est donnée. Le bachotage individuel devient la règle. Le travail personnel ne peut être suivi par les enseignants, les conditions n'existent pas pour un travail collectif.

④ La recherche est bradée :

le contenu de l'enseignement s'en ressent, des secteurs entiers sont sans moyens de recherche (EPS, paramédicaux, ...)

L'initiation à la recherche élément important d'une formation universitaire, devient impossible (mémoires, exposés, expériences, recherches sur le terrain ...)

b) Les récents plans gouvernementaux (2ème cycle, II^e, III^e-décine, 3ème cycle...) ainsi que le 7ème plan organisent la dégradation. Le gouvernement tente d'en faire passer...

-ponsabilité aux universités.

Ainsi le 7ème plan prétend: que le système scolaire est responsable de sa crise, que l'extension de l'université, l'augmentation du nombre de diplômés entraînent une dévaluation de ceux-ci.

Le 7ème plan prévoit un freinage des équipements scolaires et des crédits de fonctionnement.

c) Seules les luttes ont freiné, en partie ce processus

- les luttes pour les crédits des universités
- les luttes sur les CROUS
- particulièrement, il faut mesurer ce qu'a empêché le mouvement du printemps 71 contre la réforme du 2ème cycle.

2- QUE VEULENT LES ETUDIANTS?

Voici quelques propositions à débattre, issues des discussions durant les luttes:

1) il faut augmenter les moyens des universités, au niveau:

- des postes d'enseignants et de personnel, des heures complémentaires.
- des crédits d'équipement (bâtiments; labor de langue, de recherche; services de poly...)
- il faut doter chaque centre universitaire de moyens modernes (audiovisuel; salles de travail) de foyers et cafet. de crèches, centres médico-sociaux, installations sportives...
- des crédits de fonctionnement suffisants pour chaque UER.

2) il faut améliorer la qualité et le contenu de la formation

- nouvelles méthodes pédagogiques
- réforme démocratique du contenu des cours en fonction de l'évolution des connaissances.
- initiation à la recherche pour chaque cursus (enquêtes, mémoires, études sur le terrain...)
- cours plus critiques, rendent compte des débats actuels et tiennent compte

(sous forme de cours faits par plusieurs profs, débats conférences...)

- un meilleur contrôle des connaissances défini démocratiquement.
- une formation réellement pluri

3- LES FINALITES DE L'UNIVERSITE.

- il faut réaffirmer le rôle économique et culturel de l'université, inscrits dans la loi d'orientation mais remis en cause par le gouvernement. Ce rôle doit pouvoir être joué pleinement, l'université doit voir ces missions s'étendre.

- d'autres questions sont à débattre dans ce cadre. en particulier une plus grande ouverture de l'université sur la vie, la formation permanente, le débousoisement des filières, les stages...

Ces propositions ne sont que quelques axes destinés à permettre le débat.

Dominique Fontaine.

l'université et l'emploi



PLUS DE DIPLOMES, PLUS DE CHÔMEURS ?

Si tout le monde est à peu près unanime pour reconnaître la double finalité de l'université, culturelle et préparant à un emploi, il existe aujourd'hui un grand débat :

L'université remplirait-elle son rôle si mal qu'elle serait une fabrique à chômeurs ; ce phénomène serait inéluctable du fait, soit du trop grand nombre d'étudiants, soit d'une formation mal adaptée soit ... ?

QU'EN EST IL EXACTEMENT ?

Les problèmes à la sortie de la fac sont réels : Deux grandes caractéristiques qui rendent incertain l'avenir au sortir de la fac : le chômage des diplômés augmente et ce chômage ne touche pas seulement les disciplines littéraires qui sont réputées si anachroniques, mais tous les secteurs y compris les grandes écoles.

Le gâchis est évident, tant au niveau humain, qu'au point de vue strictement économique..

La déqualification :

problème des diplômés employés à un poste ne correspondant pas à leur formation. Conséquences sur l'intérêt du travail proposé, sur le salaire etc ...

Ce constat se vérifie au vu des réponses du SEU et du gouvernement.

DES PROJETS ?

- Stopper là le nombre des étudiants, voire même le diminuer (7.000 p.a.) : c'est la sélection.

- Adapter, réaménager ... dans le sens d'intérêts... Particuliers : c'est la " professionnalisation ".

Sans parler du dernier projet : la mobilité géographique voire l'expatriation. C'est sérieux ? Alors conseiller à un diplômé breton de quitter sa région où on embauche plus pour aller ... en Lorraine où on licencie !

DES POSSIBILITES REELLES N'EXISTENT ELLES PAS AUJOURD'HUI ?

(A) DES SOLUTIONS POUR TOUT DE SUITE EN LIEN AVEC LES PROPOSITIONS ET LES LUTTES DES TRAVAILLEURS.

Envisage t'on la création d'emplois nouveaux ? ... et pourtant c'est possible, tant dans la fonction publique (postes aux concours d'enseignement...) que dans l'industrie où on peut dégager des postes de cadres dès maintenant en abaissant l'âge donnant droit au départ à la retraite, en permettant aux ingénieurs et cadres de consacrer 10% de leur temps de travail à la formation permanente (dégageant ainsi 300 000 emplois), en réduisant les charges de travail, en ne laissant perdre aucun emploi de cadre etc ...

Envisage t'on l'amélioration d'une information plus qu'indigeste sur l'emploi ? : en créant un véritable service public de l'emploi, contrôlé par les étudiants, ayant des antennes dans chaque UER, pour la recherche de débouchés correspondant réellement à la nature et au niveau de formation ?

Envisage t'on d'aider les jeunes quittant l'enseignement supérieur en leur accordant une indemnité d'attente avant l'embauche ?

(B) MAIS À PLUS LONG TERME, PEUT-ON PARLER DE L'EMPLOI SANS

SAF. B.

tion des progrès scientifiques et techniques et des aspirations nouvelles de la population.

②) D'une formation initiale solide, indispensable dans une société comme la notre, permettant une véritable formation permanente.

③) de la nature des liens qui doivent exister entre l'Université et l'économie ; indépendance totale ou soumission ?

L'alternative est elle bien là ?

④) de la défense des conditions d'embauche et de salaire ? Une formation : pour quel poste ? et pour quel salaire ?

Beaucoup de questions . Et plus encore ...

"NOUS VOULONS ETUDIER, ETUDIER POUR UN METIER ! "

"DES POSTES AUX CONCOURS DU CAPES ET DE L'AGREG !"

"RECONNAISSANCE DU D.U.T DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES"

" CHOMEUR DIPLOME, C'EST PAS UN METIER ! "

Notre avenir professionnel est au centre de nos préoccupations d'étudiants. C'est de cela dont nous discuterons au colloque des 26 et 27 Mars.

MARIE CHRISTINE PETIT

UNEF INFORM

■ REDACTION ET ADMINISTRATION

1 RUE DE PROVENCE

75009 PARIS TÉL 523 22 08

IMPRIMERIE SPÉCIALE DE L'UNEF

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

■ JEAN LUC MANO

DIRECTEUR GÉRANT

■ PIERRE SEBAHOUN

RÉDACTEUR EN CHEF

■ DOMINIQUE CONTIER

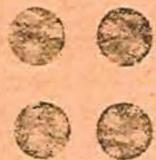
MAQUETTE

■ ANNE FOULEYCU

COMMISSION PARITAIRE

1142 D 73

LIBERTÉ ET DÉMOCRATIE à l'UNIVERSITÉ



Le combat pour les libertés et la démocratie n'est pas en danger nouveau pour le mouvement étudiant. Les étudiants ont été dans l'histoire une part croissante aux côtés de toutes les forces progressistes dans les luttes contre le fascisme, le colonialisme, l'impérialisme et les atteintes aux libertés dans le monde, dans notre pays, à l'université elle-même.

Et même lorsque les luttes aboutissent à reconnaître aux jeunes leur droit de citoyen à part entière, le pouvoir veut dénier le droit aux étudiants en refusant de les considérer comme des femmes et des hommes responsables.

L'attitude récente de Mme Saunier Seïté ne peut que nous renforcer à mener le combat pour la démocratie et les libertés à l'université pour mettre fin à cette double ségrégation que nous subissons chaque jour : en tant que jeune, en tant qu'étudiant.

Déjà le droit aux études dans les mêmes conditions pour tous n'est qu'une illusion. L'université de 1977 est une université de ségrégation et de sélection sociale tant au niveau du recrutement, que de l'orientation dans les filières (Cf FORUM N° 1).

De plus, quelles libertés peut-il y avoir pour les étudiants salariés, obligés de trouver le temps dans ses études et dans son travail ?

Mais mieux dans ce cadre restrictif le pouvoir veut remettre en cause les acquis des luttes menées par le mouvement étudiant et mieux aggraver la menace de libertés des 800 000 citoyens que sont les étudiants. Ces acquis ne sont pas négligeables : ainsi, après la libération, la création de l'UNEF et la création de la Sécurité Sociale par des élève étudiants, la création de la CROUS et de la

pour gérer l'aide indirecte, les quelques aspects positifs de la loi d'orientation de 1963, la création du CRESER et des conseils etc.

Mais la mise en place du quorum Soisson, l'abandon de la parité dans les conseils des CROUS et du CNO, le non application des libertés prévues par la loi d'orientation, l'attitude de Mme Saunier Seïté pour les partitions autoritaires à l'université, sa campagne de dénigrement des étudiants et des universitaires, la reprise en main du CRESER, la suppression de la subvention à l'UNEF, le refus de validation de diplômes montrent clairement l'autoritarisme croissant et la volonté du pouvoir de liquider les oppositions à sa politique de restructuration de l'Université.

De plus le pouvoir utilise des groupuscules fascistes qui tentent d'imposer la terreur à l'université comme dans leur fief d'Asses, où avoir les cheveux longs est déjà un délit.

L'enseignement lui-même le plus généralement vise à l'intégration par les étudiants de certaines valeurs et ne sont pas le reflet des débats qui existent dans la société et dans les différentes disciplines (cf l'enseignement de l'économie etc...)

La vie associative à l'université est réduite à la portion congrue, particulièrement par manque de moyens. Les droits politiques et syndicaux sont limités par des mesures administratives en contradiction avec la loi d'orientation.

Avec la circulaire Labart, sur les commissions dérogatoires le pouvoir met en place des structures répressives vis à vis des étudiants.

Dénigrement, autoritarisme, répression s'il le faut, voilà les réponses qu'apporte le pouvoir aux aspirations des étudiants.

Même les étudiants politiques...

général, et des femmes pour les étudiantes ou en tant qu'étrangers. (Cf commissions femmes et étrangers)

Quel droit à la culture pour ceux qui n'ont pas de moyens suffisants ?

Quel droit à la sexualité dans notre société ?

Quel droit à la différence pour ceux qui dans leurs régions refusent l'uniformité ?

L'absence de pédagogie et de tout élément critique dans l'université fait de l'université un moule qui tend à reproduire les valeurs d'autorité et de hiérarchie de la société.

Les examens, loin d'être la mesure collective des connaissances n'est qu'un moyen de sélection, particulièrement par l'application de "numerus clausus". La vie semble s'arrêter à la porte des Universités, l'ennui règne sur des campus où le seul droit existant est le droit de bachotage. Ici encore, c'est guère l'étudiant.

Devant cet état de fait, les étudiants avec les enseignants et leurs travailleurs, défendent leurs droits et veulent les élargir pour avoir un rôle actif à l'Université avec tous les usagers (enseignants, ATOS, travailleurs...)

1°) METTRE EN ECHEC L'AUTOCRITARISME

Nous exigeons l'abrogation de quorum Soisson, l'arrêt des limitations de vote visant à empêcher les étudiants de s'exprimer.

Nous dénonçons les partitions d'université, la mesure de déssectorisation de Nanterre, le déplacement de l'université de Vincennes, les mesures arbitraires pour les nominations au CNESER et pour l'attribution des subventions aux organisations étudiantes.

Nous exigeons l'abrogation de la circulaire Imbert sur

les sections disciplinaires, et la dissolution des groupuscules fascistes.

Nous exigeons le retrait des différents règlements intérieurs qui limitent le droit d'expression pour les étudiants, et de tous les statuts particuliers restrictifs.

Nous voulons un véritable droit d'expression à l'université pour les organisations syndicales et politiques, en attribuant aux groupes représentatifs des locaux.

2°) ELARGIR LES ACQUIS.

Nous proposons des mesures immédiates qui permettraient d'élargir les acquis des luttes

- large ouverture des universités aux travailleurs.

- des moyens pour la MNEF afin de mettre fin à l'asphyxie financière.

- le retour à une réelle parité dans la gestion des CROUS et au CNO.

- un rôle accru du CNESER avec la présence de délégués des syndicats des travailleurs.

- l'élargissement des droits syndicaux à l'université en donnant les moyens d'une véritable information des étudiants ; et par la mise en place de créneaux horaires permettant une réelle vie associative des étudiants, et la possibilité pour des délégués de T D d'intervenir sur chaque problème.

- les moyens pour les élus d'effectuer leur travail d'information, de propositions et de contrôle. (vers un "Statut des élus étudiants ",) en particulier pour associer les étudiants à la vie de l'université et pour développer l'animation culturelle de l'université.

- le libre choix entre le contrôle continu et le contrôle final pour tous.

- la présence plus importante dans les conseils de représentants de travailleurs et d'associations.

.....

3°) LA PRISE EN CHARGE DE L'UNIVERSITE PAR SES USAGERS.

Les étudiants aspirent à jouer un rôle actif avec tous les intéressés dans la vie de leur université.
C'est pourquoi nous demandons :

- une autonomie réelle tant financière que pédagogique des universités tout en garantissant la valeur nationale des diplômes.

- la mise en place d'un service d'animation géré par les étudiants élus avec un budget attribué par les universités.

- la création de comités de paritaires enseignants / étudiants pour améliorer le contenu de l'enseignement et les modalités de contrôle des connaissances.

- la mise en place de nouveaux horaires dans le temps d'enseignement pour l'adjonction de conférenciers américains par les étudiants.

- la présence de délégués étudiants dans les jurys d'examen et l'existence de critères de notation précis.

- une intégration réelle des cultures régionales dans l'enseignement à l'université.

Voilà quelques éléments de ce que proposent les étudiants. Ces mesures visent à faire des étudiants, des citoyens à part entière, participant au apprentissage collectif à leurs responsabilités futures et répondant à leurs aspirations de jeunes intellectuels.

Ces propositions ne sont pas exhaustives.
Nous devons les enrichir (ou les modifier) et les préciser.

LUC DUVOUX

BOSSIER : ségrégation sociale et université

Jusqu'à ces dernières années, le nombre des étudiants inscrits à l'université a augmenté et continue à croître de façon importante.

Cette progression, liée à une relative démocratisation de l'accès à l'université, a été rendue possible, pour l'essentiel, par la création de la Libération de la Sécurité Sociale étudiante, de la M.N.E.F., des Œuvres Universitaires et a permis à de nombreux jeunes issus des couches moyennes, en particulier, d'entrer à l'université.

Le gouvernement mène campagne pour faire croire qu'il a permis une démocratisation de l'enseignement supérieur. Dans une conférence de presse du 15 décembre 1976, Alice Saunier-Seïté déclarait :

"L'analyse de l'origine socio-professionnelle des étudiants indique que depuis 15 ans le nombre de fils et filles d'ouvriers a progressé plus vite (multiplié par 9) que les étudiants d'autres catégories. (multiplié par 3,4).

En 1960, ils représentaient 5% de l'effectif universitaire soit 11 000 étudiants. Ils en représentent aujourd'hui 13%."

Elle oubliait de dire la part de la classe ouvrière dans la population active et l'augmentation de celle-ci.

D'autre part, s'il y a eu une légère augmentation, elle est due aux luttes populaires et aux luttes des étudiants eux-mêmes avec l'UNEF pour limiter la dégradation des conditions de vie.

Enfin le fait essentiel qui reste dominant à l'université aujourd'hui, c'est la ségrégation sociale comme nous allons l'analyser.

1-L'ORIGINE SOCIALE DES ETUDIANTS.

Tableau origine sociale des étudiants, en fonction de la profession du chef de famille.

	enquête UNEF 76 en %	Chiffres S.E.U en %
OUVRIERS	9,5%	12%
EMPLOYES	17	17
PERSONNEL DE SERVICE	12	12
AGRICULTEURS	6%	6%
PATRONS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE P.D.G.	3%	12
COMMERCIANT/ARTISAN	10%	
PROF. LIBERALE	13,5%	ensemble 47%
CADRE SUPERIEUR	9,5%	
INGENIEUR/CADRE	13%	
ENSEIGNANT	9%	
TECHNICIEN	6,5%	
DIVERS	10%	14%

Ainsi, l'université quant à l'origine sociale des étudiants est l'image inversée de la nation. Selon les chiffres du ministère, 2% des étudiants sont des fils d'ouvriers, alors que les ouvriers représentent 37% de la population et à l'inverse, 45% des étudiants sont issus des couches cadres et professions libérales qui représentent 7% de la population.

Cette ségrégation sociale visible à l'université commence dès la maternelle et se poursuit tout au long du cursus universitaire dans la durée des études, le taux d'abandon, les filières choisies.

2-LA SEGREGATION SOCIALE DE LA MATERNELLE A L'UNIVERSITE

Dès le premier contact avec le système scolaire, les inégalités sociales apparaissent qui vont être aggravées à chaque étape.

Les enfants de cadres supérieurs fréquentent le pré-scolaire à 93%, les enfants d'ouvriers à 30%, les enfants de catégories agricoles à 5%. A ce niveau, 32% des enfants d'ouvriers contre 14,4% pour les enfants de cadres supérieurs sont signalés aux professeurs comme ayant des difficultés diverses.

Le cours préparatoire et l'entrée au 6ème.

Dès le cours préparatoire, l'échec est statistiquement beaucoup plus élevé pour les enfants d'ouvriers que de cadres et de même on est au long de l'école primaire. C'est ainsi qu'à l'issue du CM (7ème), 69% des enfants d'ouvriers présentent un retard scolaire, alors que 7% des enfants de cadres supérieurs sont à l'écart ou en retard d'un ou moins d'années ayant une très grande importance pour l'orientation ultérieure.

Ainsi le rythme de progression est largement conditionné par l'appartenance sociale. Il en est de même pour l'orientation en 6ème.

sections prof. p.ère.	toutes sections	6ème		
		I lycée	II collège	III pré-appren- tissage.
ouvriers	43,3%	33,3%	44,7%	61,5%
cadres sup. et prof. libérales.	8,2%	15,8%	4,4%	0,5%

source: ministère de l'éducation nationale novembre 1973.

Les études secondaires et l'entrée à l'université

Le même phénomène se poursuit et s'amplifie dans le secondaire, accéléré par le passage à la vie active à 16 ans, souvent sans aucun diplôme, d'enfants issus pour la plupart des couches les plus modestes.

En 6ème et en Terminale, l'origine sociale des élèves s'inscrit comme suit:

	6ème	2ème	terminale
ouvriers	35%	25%	12%
cadres sup. et prof. libérales	7%	15%	32%

P.B. Les catégories statistiques, ne se retrouvent pas exactement dans les diverses études, ce qui explique la différence entre ce tableau et le tableau précédant.

Bac et entrée à l'université

	obtiennent le bac	deviennent étu- diants	en % par rap- ports/bacheliers
ouvriers	12,4%	8,2%	66%
employés	25,8%	21,2%	82%
cadres sup.	57,4%	56,9%	99%
prof. libérales	51,9%	52,2%	

(plus de 100%
des non-bacheliers poursuivent des études supérieures notam-
ment en droit.)

source: "Population" N°3 p.583 1973

Comme le montre ce tableau, un nouveau barrage ségrégatif se situe à l'entrée de l'université: 99% des enfants de cadres supérieurs ayant obtenu le bac poursuivent des études supérieures contre 66% des enfants d'ouvriers. Ainsi sur 1000 enfants de cadres supérieurs, 590 accèdent à l'université et seulement 24 sur 1000 pour les enfants d'ouvriers. Leurs possibilités d'accès sont donc 16 FOIS PLUS FAIBLES que celles de leurs camarades.

Cette ségrégation se retrouve dans l'accès aux différentes filières: 24% des étudiants d'UT sont d'origine ouvrière, contre 2% dans les grandes écoles.

L'université

Après l'entrée à l'université, la ségrégation se poursuit...

sociale ne s'arrête pas, bien au contraire! Si 2 étudiants sur 3 n'atteignent pas la licence, ce sont en premier lieu les enfants des couches les plus défavorisées qui sont contraints à abandonner leurs études supérieures sans diplômes.

Le tableau suivant donne les pourcentages des étudiants français par catégorie socio-professionnelle tout au long du cursus (en 74/75).

	1er cycle	2 ^e cycle	Concours	3 ^e cycle	Cycle indéterminé
Ouvriers	13,9	10,0	14,3	7,3	7,1
Cadres professionnels libérales	27,1	34,0	23,6	36,2	31,2

Ces chiffres parlent par eux-mêmes. Pour ce qui est du concours le taux relativement élevé des fils d'ouvriers signifie que ceux-ci échouent plus et donc constituent un important contingent de redoublants.

La France est très en retard par rapport à des pays de niveau de développement comparables au notre, pour ce qui est du pourcentage des membres d'une classe d'âge qui entrent à l'université (et donc la sélection y est plus importante).

U.S.A.	U.R.S.S.	YOUUGOSLAVIE	FRANCE	JAPON
40%	31%	27%	19%	16%

Cette sélection, nous l'avons montré, a la caractéristique d'une ségrégation sociale qui s'exerce depuis la maternelle jusqu'à la fin du cursus universitaire.

Les filles et la ségrégation sociale.

Avant d'aborder les mécanismes, il faut examiner la question particulière des filles vis à vis de la sélection.

En 1970, on s'aperçoit que 7,4% des hommes détenteurs d'un diplôme de niveau licence ou au delà sont fils d'ouvriers; et seulement 3,9% des femmes d'origine ouvrière.

13,3% des hommes et 11,1% des femmes ont obtenu un diplôme de niveau licence ou au delà.

sions libérales, et 35% des femmes.

A l'opposé, 23,7% des hommes et 37,7% des femmes ayant terminé leurs études sans le moindre diplôme (pas même un certificat d'étude) sont d'origine ouvrière) et 1,4% des hommes et 1,4% des femmes enfants de cadres.

Ainsi, s'il y a inégalité des sexes face au savoir et à la qualification, elle s'exerce essentiellement dans les milieux ouvriers.

La ségrégation sociale est aggravée pour les femmes par rapport aux hommes, elle reste le phénomène fondamental.

Dans le chapitre sur formation et débouchés, il conviendra bien entendu d'étudier l'inégalité pour ce qui est de l'orientation dans les différentes filières entre les sexes.

Les mécanismes.

Il est bien entendu hors de question dans le cadre de cette étude de faire une analyse exhaustive des mécanismes de cette sélection, qui relèvent de facteurs sociologiques d'une grande complexité. Cependant, pour l'enseignement supérieur, quelques points sont à retenir.

a) Les bourses.

Attribuées sur critères sociaux, elles doivent apporter une aide qui permette aux étudiants issus des milieux les plus défavorisés de poursuivre des études supérieures. Or de par leur insuffisance croissante, la baisse constante de leur nombre et de leur taux, elles sont bien loin de jouer ce rôle.

C'est ainsi que converties en heures de SMIC puis de SMIC, le taux moyen (4^{ème} échelon) en est passé de 1360 heures en 66-67 à 500 en 75-77.

Le montant de ces bourses est très nettement inférieur aux 1100 F mensuels qui constituent selon le CMO le minimum indispensable. Pour s'en sortir, il faut soit recevoir une aide des parents (qui subissent des difficultés grandissantes), soit se salarier, cause supplémentaire d'échec.

Le nombre des bourses est lui aussi en constante diminution du fait de l'abaissement du plafond de droit à une bourse au regard de la hausse des salaires. C'est ainsi qu'un étudiant dont les 2 parents ont pu en 1966 au SMIC ne peut en 1975 avoir une bourse. Loin de garantir donc un véritable accès à l'éducation sociale.

Le système et celui de bourses s'apparente bien plus à une obole de plus en plus symbolique.

b) L'aide indirecte.

La dégradation des services des crous, les queues qui empêchent de manger au RU, le très faible nombre de place en Cité U, la hausse des tarifs, etc. touchent en premier lieu ceux qui ont déjà eu le plus de mal à accéder à l'Université, comme un élément supplémentaire de ségrégation sociale (cf le journal "Ségrégation Crous" JER - F UJ - UGM).

c) Sélection et autoélimination.

A défaut d'intelligence politique, Sennier Saïté encelle dans l'Alchimie. Elle a découvert la panacée universelle, y compris pour ce qu'elle prétend vouloir combattre : la diminution des "inégalités sociales". Il s'agirait tout simplement de renforcer la sélection ! Car la sélection, loin de résoudre le problème, ne fait que l'aggraver.

Ce sont ceux qui disposent des moindres moyens, financiers et culturels, qui subissent le plus cette sélection. De plus, l'abar en frappe en priorité ceux qui ne peuvent courir le risque de voir s'allonger leurs études de fait d'un redoublement, ceux pour qui atteindre le résultat hasardeux d'un concours représente la plus forte contrainte. Les études statistiques réalisées montrent d'autre part que plus tôt se fait l'entrée à l'Université plus grandes sont les chances de succès : c'est dire que ceux qui ont subi antérieurement des échecs (et ils appartiennent surtout aux catégories socio-professionnelles les plus défavorisées) ont moins de chance de réussir leurs études supérieures.

d) Débouchés et sens des études, conditions d'études.

Dans cette sélection par l'abandon ou tout simplement par le fait qu'on renonce à l'entrée à l'Université, le manque croissant de débouchés pour les diplômés, l'absence d'une claire perception du sens des études est un facteur important, joint à la dégradation des conditions d'études. La aussi, le manque de perspectives quant à l'emploi, la difficulté d'appréhender le pourquoi des études, frappe en priorité ceux qui ne peuvent attendre très longtemps un emploi qui ne peuvent s'engager dans des études sans savoir à quel avenir ils s'exposent, la dégradation des conditions d'études et le manque de débouchés défavorisent de plus en plus ceux

soi de place pour travailler, si on ne peut acheter des bouquins il est impossible de compenser le manque de locaux et la pénurie des bibliothèques.

1) LES PROJETS DU POUVOIR RENFORCENT LA SEGREGATION SOCIALE

a) Les perspectives du 7ème Plan.

Sans vouloir les donner au détail, on peut analyser les prévisions pour ce qui concerne le nombre d'étudiants dans les différentes disciplines.

L'augmentation du nombre de bacheliers n'est que de 5000 (200 775 à 205 800) de 76 à 80, alors que le nombre de lycéens augmente.

La croissance devrait donc être faible : 3 % en 5 ans. La structure du baccalauréat évoluant rapidement au profit des sections scientifiques et techniques.

TABLEAU 1

Baccalauréats	1974	1980
littéraires	27,3	25,3
scientifiques	40,9	41,6
techniques	22,7	30,1
ENSEMBLE	100,0	100,0

Les entrées dans l'enseignement supérieur sont prévues en stagnation, et en augmentation en lettres. (ou moins de débouchés.) alors que le nombre de bons littéraires baisse.

TABLEAU 2 ET 3 LES ENTREES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
globalement les perspectives sont les suivantes:

3